Anvers (3^{ème} Ch.) - 7 novembre 2001

Procédure civile - Recevabilité de l'appel - Mineur - Indivisibilité - Reconnaissance de paternité.

Le fait qu'en première instance, la demande en reconnaissance de paternité ait été introduite par la mère en son nom propre et comme représentante légale de son enfant mineur, n'empêche pas que ce dernier soit matériellement partie au procès devant le premier juge. L'avantage ou le désavantage matériel et juridique qui résulte de la décision judiciaire naît donc directement dans la personne du mineur. La décision peut acquérir à son égard autorité de chose jugée, et être exécutée en sa faveur ou défaveur.

Une procédure en reconnaissance judiciaire de paternité est par essence indivisible au sens de l'article 31 du Code judiciaire, car il est impensable que le lien de filiation entre le père présumé et le mineur soit reconnu à l'égard de la mère mais non opposable à l'enfant lui-même.

Dans une telle procédure, l'appel qui n'est pas dirigé contre le mineur également n'est pas recevable, conformément à l'article 1051 du Code judiciaire.

Dans Rechtskundig Weekblad, 2002-2003, p. 907.

Trad. : J. Jacquain.

[Publié dans le « Journal du Droit des Jeunes » n° 224, avril 2003, p. 50]

C:\Documents and Settings\BVK\Mes documents\Word6\sdj\sdj\Site internet\Ajouts\Anvers 7-11-01 appel mineur.doc